



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2304>

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 833 - avril 1985 -

Date de mise en ligne : vendredi 6 mars 2009

Date de parution : avril 1985

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Le 15 mars dernier le Brésil est redevenu un pays démocratique. Le pays que le nouveau président de la République va avoir à administrer s'est beaucoup modernisé durant ces vingt dernières années. Il a construit à Itaipu le plus puissant barrage du monde, il exploite à Caraguatatuba le plus important bassin minier de la planète, il a ouvert des routes dans la forêt vierge et dispose de son premier satellite de télécommunications. Sa production pétrolière augmente régulièrement et lui permettra peut-être d'atteindre l'autonomie énergétique. Il s'est doté d'une industrie informatique et est le premier... exportateur d'armes du Tiers Monde. En un mot, suivant les critères des économistes classiques, le Brésil est devenu la huitième puissance économique de l'Occident. Mais on constate en même temps que deux brésiliens sur trois continuent d'être sous-alimentés. Comme le Tchad ou l'Éthiopie. Le Nordeste qui abrite le quart de la population brésilienne, reste une zone de famine. En vingt ans de régime militaire et de libéralisme économique les écarts sociaux se sont creusés. Les revenus des catégories dites supérieures sont 225 fois plus élevés que ceux des autres catégories. Pour le tiers, ou quelquefois la moitié de leurs habitants, les villes sont devenues d'immenses bidonvilles. Les trois quarts des paysans sont sans terre ou n'en ont pas assez, alors que la moitié des surfaces cultivables, dans les grands domaines, sont inexploitées. La corruption, l'insécurité, la violence ne cessent d'augmenter. Comme quoi, les critères des économistes ne veulent pas dire grand chose.

Plus grave encore peut-être, c'est le modèle culturel véhiculé par l'ancien pouvoir : le mode de développement sauvage imposé par les militaires n'a pas seulement enrichi les riches et appauvri les pauvres (comme aux États-Unis, sous Reagan) mais il a perverti la société en y répandant l'esprit mercantile et en faisant de la puissance matérielle une fin qui justifie les moyens. (C'est en moins grave heureusement, ce que fait en France le gouvernement socialiste en réhabilitant le culte du profit des entreprises).

Au Brésil l'immoralité au sommet de l'État a fait tache d'huile et démoralisé le reste du pays, à tel point que certains juristes renommés, tel que M. de Marais, professeur à l'Université de Rio de Janeiro avoue qu'il passe plus de temps à transmettre des valeurs morales à ses élèves qu'à leur enseigner le technique juridique. C'est que, dit-il, la plupart des jeunes accordent plus d'importance à l'argent qu'à l'éthique de leur profession. (C'est aussi ce qui se passait il n'y a pas si longtemps en France, quand les jeunes se lançaient dans la médecine...)

\*\*\*\*\*

Souhaitons quand même bonne chance à la démocratie brésilienne, bien que les banques aient déjà la haute main sur son président, coincé par le F.M.I. M. Taunedo Neves n'a pas pris M. Furtado comme ministre (voir G.R. de mars).

\*\*\*\*\*

Quand on parle de criminalité on pense la plupart du temps aux agressions, aux vols, aux hold-up... Mais cela n'est rien à côté de la délinquance financière. Selon une récente enquête du Centre de recherches sociologiques sur le Droit et les institutions pénales, la fraude en « col blanc » est 400 fois supérieure au montant des hold-up et agressions à main armée qui représentent 224 millions de francs volés dans les domiciles ou les banques. Pour les 3 années 1980, 1981 et 1982 sur lesquelles a porté l'enquête, la fraude fiscale arrive très largement en tête des crimes (au sens pénal) commis contre l'État.

Les détournements d'impôts (qui se traduisent par des suppléments d'impôts à payer par ceux qui ne peuvent frauder le fisc) ont, en 1982, atteint 86,45 milliards de francs, soit la moitié du montant de

l'impôt sur le revenu. Cette fraude progresserait d'environ 20 % par an. Cette criminalité en « col blanc » profite (toujours au sens économique) aux secteurs privés sociaux dans la protection des biens et des personnes où le chiffre d'affaires a connu une très vive expansion, atteignant 19 milliards en 1982 (soit 12,9 milliards pour les assurances, 2,1 aux avocats, 2,1 aux entreprises de gardiennage et de transport de fonds, 1,8 aux sociétés fabriquant des systèmes d'alarme, 130 millions à la sécurité des grands magasins). C'est encore un cruel dilemme pour l'Etat = réprimer cette délinquance et faire rentrer plus d'impôts dans ses caisses, mais, en même temps, diminuer le P.I.B. et augmenter le chômage dans les communes, chez les avocats, etc...

\*\*\*\*\*

La délinquance, l'autre, celle des pauvres, elle s'aggrave aussi à cause du chômage. En Espagne 21 % de la population active était au chômage à la fin de 1984, soit 2.870.000 personnes. C'est le pourcentage le plus élevé du monde occidental. L'an dernier il y a eu 1200 chômeurs de plus chaque jour en Espagne. Le plus grave, c'est que la moitié des hommes ont moins de 25 ans et 22 % moins de 20 ans. Dans cette dernière tranche d'âge, le taux de chômage atteint le niveau fantastique de 55 %. Comme les trois quarts des chômeurs ne perçoivent aucun type d'allocation, on peut craindre une explosion sociale.

Les sirènes franquistes ne doivent pas manquer d'attiser le feu, en rappelant que sous Franco le chômage n'existait pas...

C'est que mettant les bouches doubles pour rattraper son retard, d'abord justement à la période franquiste, les espagnols ont augmenté leur productivité de 3,85 % par an (plus que le Japon) et que les entreprises, face à une demande qui commençait à stagner et à une production par travailleur -qui augmentait, n'avaient d'autre ressource que de licencier, comme partout ailleurs.

Et ce n'est pas son entrée dans la Communauté Européenne qui va aider l'Espagne à résorber son chômage, bien au contraire...

\*\*\*\*\*

Mais le danger de l'extrême droite, il existe aussi en France, témoin les résultats obtenus aux Cantonales par le Front National. Dans des régions traditionnellement acquises à la gauche, on vote Le Pen parce qu'on a peur du chômage... Comme si il y pouvait quelque chose !

A La Ciotat un syndicaliste déclare « On a voté Le Pen contre les plans de la Communauté Européenne parce que la gauche nous a trahi et que nous ne pouvons rien espérer de la droite ». On vote aussi Front National lorsqu'on a tout épuisé. Toujours à La Ciotat un secrétaire de section C.F.D.T. raconte = « L'année dernière la direction nous a proposé une augmentation de 3,5 %. Nous nous sommes battus, nous sommes allés jusqu'à s'adresser à la direction. Nous n'avons rien obtenu. Cette année, on nous propose 3 %. Bien sûr, nous allons encore nous battre, mais au fond de nous-mêmes, nous savons que nous n'obtiendrons rien. Ces checks et les menaces sur leur emploi incitent les travailleurs à courber l'échine. Et ils votent Le Pen ». Un autre militant raconte = « Les gars ont conscience d'être pris dans une mécanique qui les écrase et contre laquelle ils ne peuvent rien.

Dès qu'ils peuvent se payer quelqu'un, ils le font ». Actuellement ils se payent le P.C. qui, il faut bien le dire, marche, en matière d'emploi, à côté de ses pompes, comme tous les autres d'ailleurs.

A La Ciotat, on est sûr qu'une partie des ouvriers des chantiers navals a voté Le Pen.

Ça n'est peut-être, pour présent, qu'une réaction de rejet, mais cela peut devenir un vote d'adhésion. Et à côté de La Ciotat, il y a Dreux, Aulnay sous Bois... bientôt Longwy ? C'est grâce au chômage, que dans les années 30, un certain Hitler s'est frayé son chemin... Ne pensez vous pas qu'il vaut encore mieux d'Economie Distributive ?